

May 06, 2011

Management Says No to Anti-Harassment Protections, Doubling Up

CBSA and Treasury Board continue to insist that we deserve less than other federal workers.

This past Tuesday, Wednesday and Thursday (May 4-6) our bargaining team met with Treasury Board and CBSA representatives in Ottawa to continue negotiations for a new contract. Over the course of the three days the parties discussed our demands related to working alone, harassment in the workplace, escorted removals and discipline.

With respect to working alone we indicated to management that there continues to be ports across the country where officers work alone, and that we want language in our contract that resolves this issue and ensures the safety of our members. In bargaining management refused to agree to this.

On the issue of harassment, we have proposed anti-harassment language that is consistent with what other federal employers have agreed to with our union, language that would ensure that harassment of employees will not be tolerated. In bargaining management refused to agree to this.

For both issues, we told management that our position is unchanged. We want language that is proactive and ensures both safe workplaces and protections against employee harassment. We also proposed a premium to compensate Inland Enforcement Officers when escorting violators from Canada, and we discussed language that would ensure no loss in pay when employees are under investigatory suspension, consistent with what is found with other enforcement agencies.

We meet again next month. We'll be sure to update as things progress. If you have any questions speak with a member of our team, a member of your Branch Executive, or go to the PSAC website at www.psac.com for a copy of our demands.

PSAC Members at CBSA United for a Fair Workplace



Customs and Immigration Union
Syndicat des Douanes et de l'Immigration



Public Service Alliance of Canada
Alliance de la Fonction publique du Canada

Le 9 mai 2011

L'employeur dit NON au jumelage et à la protection contre le harcèlement

Selon l'ASFC et le Conseil du Trésor, nous méritons moins que les autres travailleuses et travailleurs fédéraux.

Cette semaine, du 4 au 6 mai, notre équipe de négociation a rencontré le Conseil du Trésor et les représentants de l'ASFC à Ottawa afin de poursuivre les négociations en vue d'une nouvelle convention collective. Durant cette séance, les parties ont discuté de nos revendications concernant le jumelage, le harcèlement au travail, le renvoi sous escorte et les mesures disciplinaires.

Nous avons signalé à l'employeur qu'il reste encore des ports où les agents doivent travailler seuls. Nous voulons que la convention collective renferme des dispositions qui abordent ce problème et garantissent la sécurité de nos membres. L'employeur a dit NON.

Nous avons également proposé un libellé visant à assurer que le harcèlement au travail ne soit pas toléré. Ces dispositions seraient conformes à celles que notre syndicat a déjà négociées avec d'autres employeurs fédéraux. L'employeur a dit NON.

Notre position n'a pas changé : nous voulons des dispositions proactives, des milieux de travail sécuritaires et des protections contre le harcèlement. Et nous l'avons dit clairement à l'employeur. Nous avons également proposé d'accorder une prime aux agents d'exécution de la loi pour services intérieurs qui doivent escorter des contrevenants hors du pays. Enfin, nous avons demandé que les employés suspendus pendant une enquête ne perdent pas leur salaire. Des conditions semblables existent déjà au sein d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

La prochaine séance aura lieu en juin. Nous vous tiendrons au courant. Si vous avez des questions, contactez un membre de l'équipe ou du bureau de direction de votre succursale. Pour consulter nos revendications, rendez-vous au www.psac-afpc.org.

Les membres de l'AFPC à l'ASFC Solidaires pour un milieu de travail équitable



Customs and Immigration Union
Syndicat des Douanes et de l'Immigration



Alliance de la Fonction publique du Canada
Public Service Alliance of Canada